

**25 avril 2012**, « Une bataille cruciale pour le non-redémarrage des réacteurs nucléaires arrêtés » article de Marc Humbert, publié par le blog de reporterre, animé par Hubert Kempf : <http://www.reporterre.net/spip.php?article2876>

---

## Une bataille cruciale pour le non-redémarrage des réacteurs nucléaires arrêtés

Le gouvernement tente d'obtenir le redémarrage de deux réacteurs en mai, afin d'éviter la fin du nucléaire dans le pays. La majorité de la population y est opposée.



Une bataille cruciale a été engagée depuis une quinzaine de jours par le gouvernement japonais pour relancer deux réacteurs nucléaires. Il peine à imposer sa décision car, bien qu'aucune loi ne l'y contraigne, la pratique a toujours été, pour remettre en route un réacteur arrêté, de demander l'accord du département et de la commune concernée.

La pression des lobbys du nucléaire est forte, elle est appuyée par l'association des patrons japonais, le Keidanren qui, via son président Hiromasa Yonekura, a approuvé l'annonce favorable à la remise en service des deux réacteurs de Ohi par le premier ministre Yoshihiko Noda. L'objectif des pro-nucléaires est d'y parvenir avant le 5 mai quand le réacteur de Tomari (à Hokkaido) le seul encore en fonctionnement, sera stoppé. L'avenir du nucléaire est en jeu pensent-ils, car l'arrêt de tous les réacteurs démontrerait la capacité effective du Japon de vivre sans recourir au nucléaire. Les experts s'affrontent aussi sur le caractère plus « vert » du nucléaire : un panel du Ministère de l'environnement a publié un rapport qui indique que le Japon, sans nucléaire, peut réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 25% d'ici 2030 tandis que le panel du ministère de l'économie (METI) prévoyait dans ce cas une réduction de seulement 16%...

Pour aboutir, le gouvernement s'est précipité. Il a demandé le 7 avril des compléments au rapport préparatoire de la compagnie KEPCO, celle-ci a immédiatement fourni à la commission de sécurité un rapport de 89 pages. Examiné et approuvé en quelques heures il a servi à éclairer le premier ministre Noda (son cabinet et trois ministres) pour qu'il annonce le 13 avril que le redémarrage était possible. Nombre de mesures à prendre ne pourront pourtant être mises en œuvre avant plusieurs mois.

Beaucoup, comme Masashi Goto, ingénieur du nucléaire et membre d'un panel de conseillers de l'agence de sûreté nucléaire, sont furieux : ils considèrent que la décision du gouvernement résulte d'une position prise à l'avance.

On peut noter qu'il est étonnant qu'un rapport n'ait pas été commandé à un organisme indépendant à la fois du gouvernement et de la compagnie d'électricité, ou au moins qu'ait été organisée une consultation sur le rapport fourni par la compagnie. La nécessité d'un organisme indépendant est une des conditions avant toute prise de décision mises en avant par plusieurs autorités locales. Comme l'a souligné, Satoshi Arai, ancien ministre (membre du parti démocratique du Japon qui est au pouvoir), la création d'une nouvelle agence de sûreté du nucléaire (qui remplacerait ou intégrerait la NSC - Nuclear Safety Commission - et la NISA - Nuclear and Industrial Safety Agency) qui soit indépendante du ministère qui assure la promotion de cette industrie, a été retardée. C'était pourtant une mesure apparue indispensable après l'accident de Fukushima pour assurer de meilleures garanties.

Les villes où se trouvent les réacteurs sont tiraillées par des problèmes d'intendance. Bien qu'elles soient les premières exposées aux risques de fuites radioactives, même avec des réacteurs à l'arrêt, elles ont en général 40 à 60% de leur budget municipal financé par les subventions des compagnies d'électricité et du gouvernement mais ne recevront rien si les réacteurs sont arrêtés. En outre elles bénéficient d'emplois directs et indirects liées aux activités commerciales et de services soutenues par cette présence. C'est le cas dans le département de Fukui de cette ville de Ohi. Aucun projet de compensation financière n'étant en vue pour l'arrêt des réacteurs, les petites villes qui en sont affectées se trouvent dans une situation économique des plus difficiles. Issei Nishikawa, gouverneur du département de Fukui (qui héberge 14 réacteurs) se dit non opposé au principe de redémarrage et indique qu'il approuvera le redémarrage si des garanties sont données et si les élus et les citoyens concernés y sont favorables.

Les citoyens manifestent de plus en plus nombreux dans les rallyes organisés sous une forme non violente et familiale pour que le Japon sorte du nucléaire. En outre ils s'organisent pour échapper aux conséquences de la radioactivité, avec grande difficulté pour ceux de la préfecture de Fukushima qui n'étaient pas en zone officielle d'évacuation. Leur survie de base leur commande de rester sur place : finir de payer le logement, assurer la scolarité des enfants, avoir un emploi au moins, et quitter cependant est une aventure très difficile.

Les rétorsions liées à la déviance ostensible et plus encore revendicative, par rapport à la position officielle sur la situation « *nucléaire* » sont telles qu'elles forment une autre raison à ce que les Japonais pratiquent surtout la résistance passive. C'est plutôt en cachette qu'ils s'opposent.

Toutefois il est clair que les propos rassurants du gouvernement ne les convainc pas, car on peut être certain qu'une très forte majorité vit dans la crainte de ce qu'elle mange et comment elle nourrit ses enfants. Divers type de systèmes de distribution « *bio* » et des coopératives promettent des aliments sans danger parfois à moins de 2 becquerels par kilo (la norme officielle est passé de 500 à 100 au début de ce mois). Mais même de grandes chaînes de supermarchés se lancent dans cela, comme *ÆON MALL*, le plus important organisateur de centres commerciaux du Japon, qui annonce viser des aliments à Zéro becquerel et le fait savoir (<http://www.aeon.jp/information/radi...>).

Au-delà de la résistance passive, des militants plus nombreux qu'avant s'activent, essaient de réunir des millions de signatures contre le nucléaire autour de personnalités comme Oe Kenzaburo. Mais les groupes actifs restent marginaux tout en tâchant de gagner une plus grande visibilité : ainsi des militants campent devant le Ministère de l'économie (METI) depuis septembre 2011 pour réclamer la sortie du nucléaire.

Par ailleurs, un groupe emmené par Shinichi Nakazawa, professeur (francophone) à l'université de Meiji, essaie de constituer un parti politique vert pour les prochaines élections législatives. Face à l'enjeu du redémarrage à éviter des réacteurs de Ohi, le 17 avril, les campeurs du METI ont été rejoints par quelques citoyens ayant une certaine notoriété comme le journaliste Satoshi Kamata et ils ont commencé une grève de la faim de quelques jours à tour de rôle d'ici le 5 mai pour s'opposer au redémarrage. Ils rejoignent en cela le groupe qui fait une telle grève de la faim depuis le 9 avril à Osaka devant l'immeuble de KEPCO de cette ville. Ils ont été suivis à Kyoto le 17 avril par un groupe qui fait de même devant KEPCO – Kyoto. Ainsi dans les trois villes les plus importantes du pays des citoyens manifestent.

La position des autorités locales est très importante dans cette bataille. Les gouverneurs des départements voisins de Fukui, ceux de Kyoto (Keiji Yamada) et de Shiga (Mme Yukiko Kada), et le maire de Osaka (Toru Hashimoto), sont fermement opposés au redémarrage. Les réacteurs de Ohi, sur la côte de la mer de Chine sont peu distants du très grand lac Biwa (département de Shiga), leur principale ressource en eau potable (pour 14 millions d'habitants). En outre, les gouverneurs affirment que la question du redémarrage concerne toutes les communes situées à moins de 30 km et donc inclut celles de leurs départements où résident 68 000 personnes.

Par ailleurs ils contestent les données avancées par la compagnie KEPCO sur son incapacité à fournir, sans recours au nucléaire, de l'électricité en quantité équivalente à celle des années passées. Ils rappellent l'urgence d'un organisme indépendant tant la bureaucratie publique est liée aux firmes d'électricité. KEPCO a reconnu « *employer* » au 31 mars dernier, chez elle ou dans ses filiales 69 retraités de l'administration centrale ou des administrations locales et a VOIR distribué – au-delà des contributions budgétaires légales- des donations à 600 autorités locales.

En sus, le maire de Osaka souligne le caractère stratégique de leur opposition : « *si les réacteurs de Oih sont remis en route, rien concernant le système de fourniture d'électricité ne changera* ». Au-delà de l'enjeu japonais immédiat, il est vraisemblable que les répercussions sur la situation mondiale du nucléaire pourraient être bien réelles.

Marc Humbert Professeur, Université Rennes, CNRS, Visiting Scholar, Ritsumeikan University, Kyoto. Kyoto, le 18 avril 2012

**Photo :** [Christian science monitor](#)